



Guide du keynésianisme et du monétarisme Et autres théories économiques

Par ISABELLE de LAMINNE



LES CARNETS DE

MoneyStore.be



Table des matières

Préface	p. 2
Introduction	p. 4
Chapitre I. Qu'est ce que le keynésianisme et le monétarisme ?	p. 6
Chapitre II. John Maynard Keynes : Pour une nécessaire intervention de l'Etat	p. 8
Chapitre III. Milton Friedman : L'école de Chicago et le courant monétariste	p.11
Chapitre IV. Adam Smith : La main invisible	p.14
Chapitre V. David Ricardo : La notion des avantages comparatifs	p.17
Chapitre VI. Thomas Malthus : Contrôler la croissance de la population	p.20
Chapitre VII. Joseph Schumpeter : La destruction créatrice	p.24
Annexes	p.26



Préface

Par ETIENNE de CALLATAÿ

Comment se fait-il que nous pensons ce que nous pensons ? Nous aimerions croire que c'est notre libre arbitre qui, après avoir pris connaissance des faits et étudié les théories, nous y conduit mais il s'agit là d'une douce illusion.

Les faits, nous ne les connaissons que de manière partielle et biaisée, et, de plus, nous les lisons à travers un narratif potentiellement aussi arbitraire qu'inconscient. Ainsi, de nos leçons d'histoire, nous ne retenons le plus souvent de l'étranger qu'il a été un envahisseur ou un rebelle, en négligeant tout ce que l'interdépendance des humains a apporté de bénéfique. Qu'il s'agisse de niveau de bien-être, de capacité contributive, de la sensibilité aux incitations ou de la rationalité des choix, nous savons, en économie, que nous sommes loin de tout savoir.

L'apport des théories, lui aussi, a ses faiblesses. D'abord, elles sont loin de couvrir tous les champs d'investigation. Ensuite, nous ne les connaissons que mal et incomplètement, et il n'est pas rare de les appréhender de manière erronée. On se croit malin en société en citant Plaute et son « L'homme est un loup pour l'homme » ... alors que la phrase originelle de Plaute est que « l'homme est un loup pour l'homme qu'il ne connaît pas ». De Darwin et sa sélection des plus aptes, on fait le chantre d'une société qui courrait à sa perte si elle s'embarassait du sort des plus faibles, une vue d'ailleurs appelée le « darwinisme social », alors que cette interprétation, due à H. Spencer, a été combattue par Ch. Darwin lui-même.

Emploi, chômage, revenus, croissance, inégalités, politiques sociales, crises boursières, entrepreneuriat, consommation, banques centrales, démographie, finances publiques : nous vivons dans un monde où les questions économiques, sociales et financières occupent une place d'importance. C'est dire ce qu'il y a à gagner, pour

décrypter le monde et ses ressorts, à s'exposer aux théories économiques actuelles. Or, celles-ci ne se comprennent bien que dans une mise en perspective historique, celle de l'histoire de la pensée économique. En même temps, il faut admettre qu'écouter les « pères » de l'économie moderne puisse nous influencer.

Dans sa *Théorie générale* de 1936, parmi d'autres innombrables apports, Keynes a les mots suivants : « *Les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense en général. À vrai dire le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les illuminés du pouvoir qui se prétendent inspirés par des voies célestes distillent en fait des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivain de faculté.* »

Les mots sont durs, ils auraient pu l'être davantage ! En effet, pire qu'être « l'esclave d'un économiste passé », il y a être « l'esclave d'une relecture d'un économiste passé ». Adam Smith est le géniteur de la main invisible, mais il en avait une seconde, faisant la part belle à l'action collective. Et Joseph Schumpeter devient, avec sa « destruction créatrice », la figure tutélaire de l'entrepreneuriat privé, alors qu'il avait des accointances entropiques avec Karl Marx !

C'est dire tout le mérite du présent ouvrage d'Isabelle de Laminne. Il offre une introduction particulièrement accessible à la pensée de quelques « grands » économistes d'hier et avant-hier, tout en incitant à ne pas réduire leurs apports à quelques messages compacts particulièrement réducteurs. En outre, il trace les apports, dans la pensée économique d'aujourd'hui comme dans la politique économique actuelle, de ces « anciens ». Il ne s'agit à chaque fois que d'une introduction à ces auteurs, mais la synthèse est limpide et l'invitation à la réflexion particulièrement stimulante.



Introduction

Au fil du temps et de leur époque, les économistes ont décrit des phénomènes, ont avancé des explications et en ont déduit des théories. Ces théories ont parfois été revues au regard des événements survenus après l'énoncé de ces règles. Ils nous ont parfois fascinés par leur pensée. Leurs théories ont été tantôt prônées tantôt rejetées ou reléguées aux oubliettes. Qui sont ces économistes d'antan ? Quelles sont leurs théories et surtout que valent encore ces conceptions aujourd'hui dans un monde qui a été secoué par une crise financière de grande ampleur ?

Pour mieux comprendre l'économie et la finance, ou pour se rafraîchir tout simplement la mémoire, nous vous emmenons pour quelques courts voyages au pays des grands économistes. Avec l'éclairage d'Etienne de Callataÿ, chargé de cours invité à l'Université de Namur, nous vous invitons à suivre sept économistes qui ont influencé leur époque et aussi la nôtre.

C'est la question du keynésianisme opposé au monétarisme qui sera d'abord abordée dans cet ouvrage. Nous plongerons ensuite plus en profondeur dans les théories de John Maynard Keynes et de Milton Friedman. Les théories du premier ont été critiquées et rejetées dans les années 80 au profit des conceptions du prix Nobel d'économie, Milton Friedman. Nous verrons qu'aujourd'hui, la pensée monétariste est remise en cause. Nous aborderons ensuite les théories d'Adam Smith et de David Ricardo. A cette occasion, nous pourrions constater que les annonces protectionnistes de Donald Trump ne sont pas toujours porteuses de sens.

Avec Thomas Malthus et ses postulats sur l'évolution des populations face aux ressources naturelles limitées, nous verrons que, durant le XX^{ème} siècle, ces conceptions ont encore fait des adeptes en Asie. Nous terminerons ce court voyage

avec Joseph Schumpeter, le plus moderne et le plus actuel de tous ces économistes d'antan. La destruction créatrice est un des thèmes les plus interpellants du XXIème siècle. Cet économiste anticonformiste met à l'honneur l'entrepreneur et l'innovation. En (re)découvrant ses théories, nous constatons à quel point il était visionnaire, lui qui est né à la fin du XIXème siècle.

Ce court ouvrage est destiné à tous ceux qui veulent en savoir plus sur l'économie et sur les théories des économistes. Aux étudiants en économie ou économistes en devenir, aux lecteurs attentifs qui veulent se rafraîchir la mémoire ou simplement aux curieux du fonctionnement de la société, nous souhaitons un bon voyage au pays des économistes.



Qu'est ce que le keynésianisme et le monétarisme ?

On entend souvent parler dans la presse des courants de pensée économique que sont le keynésianisme et le monétarisme. La crise a remis en avant ces deux courants de pensée mais qu'entend-on par ces termes ? Petit retour aux sources de la macroéconomie.

Keynésianisme

Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par John Maynard Keynes (1883-1946). Pour les économistes de ce courant, les marchés ne conduisent pas d'eux-mêmes à une optimisation économique. Il est donc nécessaire que l'Etat intervienne dans le domaine économique comme, par exemple, en instaurant des politiques de relance. Les keynésiens préfèrent des politiques qui visent à maintenir l'emploi plutôt que des politiques qui tendent à maîtriser l'inflation. Comme le marché n'est pas capable d'atteindre un optimum économique, l'Etat doit nécessairement agir sur le marché pour lui permettre d'atteindre certains équilibres (comme le plein emploi, par exemple). Pour cet économiste, la demande définit le niveau de la production et donc le niveau de l'emploi. Les keynésiens sont critiques sur la capacité d'autorégulation des marchés.

Monétarisme

Le monétarisme est un courant de pensée économique qui a été principalement supporté par l'économiste Milton Friedman (1912-2006), chef de file de l'école de Chicago. Ce courant a relancé la théorie quantitative de la monnaie. Dans le cadre de cette théorie, la politique monétaire (injection ou rétrécissement de la masse monétaire) est un instrument essentiel et important de la politique économique. Le contrôle de la masse monétaire permet de contrôler l'inflation. La

masse monétaire doit progresser au même rythme que la production et la politique monétaire ne doit pas servir à relancer la croissance.

Voici quelques principes défendus par cette théorie

- L'offre de monnaie est déterminée par la banque centrale (elle est donc exogène au système économique). Les banques centrales doivent rester indépendantes des états.
- La demande de monnaie est stable
- L'inflation est toujours un phénomène monétaire. Cela signifie qu'une augmentation trop rapide de la masse monétaire augmente les moyens de paiement qui sont mis en circulation et donc favorise la hausse des prix, l'inflation. La lutte contre l'inflation doit primer la lutte contre le chômage.
- Il existe un taux de chômage en-dessous duquel on ne peut pas descendre.
- Pour cet économiste, les politiques conjoncturelles de relance ou de rigueur sont inutiles et il préconise des règles de croissance fixe pour la masse monétaire. Il suppose que les agents économiques s'adaptent en fonction des situations. On oppose souvent ce courant au keynésianisme.

Pour aller plus loin

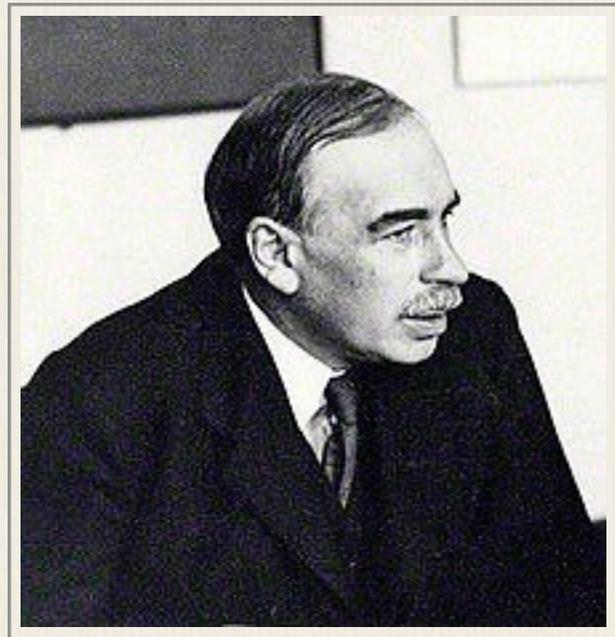
- [Qu'est-ce que l'inflation, la déflation, la désinflation, la stagflation et la reflation ?](#)
- [Comment se protéger contre l'inflation : les obligations liées à l'inflation ?](#)



John Maynard Keynes

Pour une nécessaire intervention de l'état

Né en 1883, J.M. Keynes est mathématicien de formation et suivra des cours d'économie après avoir entamé une carrière dans la fonction publique. J.M. Keynes est un des économistes les plus réputés. Il a donné son nom à la théorie du keynésianisme. Ses principales théories sont reprises dans son œuvre « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* ». En élaborant une théorie nouvelle, il a influencé les décisions politiques et économiques de l'après-guerre sur l'Etat-providence.



Source Wikipédia

Selon cet économiste, les marchés ne s'autorégulent pas : il n'y a pas de mécanisme automatique qui mène un marché vers le plein emploi des ressources. Le marché laissé à lui-même ne peut donc atteindre un optimum. Il en découle une nécessaire intervention de l'Etat. Pour cet économiste, la demande effective définit le niveau de la production et donc le niveau de l'emploi. Dès lors, dans un cadre macroéconomique, si la demande est faible, la production sera ralentie et la demande d'emplois va diminuer.

Dans cette situation, Keynes prône une intervention de l'Etat par des politiques de relance sous forme de dépenses et d'investissements. Il fait également remarquer que l'argent gagné n'est pas forcément consommé et que l'épargne dépend du revenu et non du taux d'intérêt. Le salaire doit être envisagé non seulement comme un coût mais aussi comme un déterminant de la demande. Les keynésiens préfèrent donc des politiques qui visent à maintenir l'emploi plutôt que des politiques qui tendent à maîtriser l'inflation. Comme le marché n'est pas capable d'at-

teindre un optimum économique, l'Etat doit nécessairement agir sur le marché pour lui permettre d'atteindre certains équilibres (comme le plein emploi, par exemple).

Keynes a également émis des théories sur la monnaie défendant que le taux d'intérêt est le prix de la monnaie et non du capital. La théorie de Keynes sur la monnaie énonce que la demande de monnaie est fonction de trois facteurs : le besoin de transaction (échange de biens et de services), le besoin de précaution (sécurité) et le besoin de spéculation. Il fait remarquer que le montant de la masse monétaire est fixé par les autorités. Il propose de réguler les marchés par des politiques économiques et monétaires tout en laissant une certaine liberté aux individus. Ce n'est donc pas un adepte de la planification.

Que reste-t-il de l'héritage de John Maynard Keynes aujourd'hui ?

Ce qui fait l'importance de J.M. Keynes aujourd'hui, c'est son influence à la fois sur l'enseignement de l'économie et sur les recommandations de politique économique. Keynes en 2017, c'est donc à la fois le pédagogue et le conseiller. J.M. Keynes est, sans conteste, le plus grand économiste du XXème siècle. Keynes se distingue également par sa grande clairvoyance en matière politique, qu'il s'agisse de l'humiliation de l'Allemagne après la Première Guerre Mondiale, des effets du chômage de masse ou de la nécessité d'une coordination internationale.

Pour lui, la politique monétaire doit être accommodante et la politique budgétaire souple. Après avoir été rejetée, cette vision revient aujourd'hui en grâce dans les cénacles de la politique économique. L'obnubilation pour l'équilibre budgétaire sur une base annuelle est encore présente dans certains esprits comme en Allemagne notamment. Mais, aujourd'hui, cette vue cède le pas à une approche où l'équilibre est un objectif sur une base pluriannuelle, tenant compte des évolutions de la conjoncture. En cela, la vision keynésienne revient sur le devant de scène. Alors que le secteur privé, obnubilé par ses résultats à court terme, a tendance à sous-investir, l'Etat quant à lui est appelé à compenser cette situation par une hausse des investissements publics. Cette vue est d'une grande modernité et soutient les ap-

pels des économistes d'aujourd'hui pour que l'Etat supplée cette déficience avec des investissements publics.

Keynes a aussi mis en avant l'illusion monétaire, qui fait que les agents économiques ne captent pas correctement l'incidence de l'inflation, et la rigidité nominale des salaires. La situation de la Grèce illustre combien ceci est d'actualité. Un pays qui ne peut pas dévaluer ne peut rétablir sa balance commerciale qu'au travers d'une diminution des salaires, ce qui est un processus extrêmement difficile.

La pertinence de Keynes en 2017 a aussi trait aux marchés financiers. Avec la crise financière est revenue l'idée keynésienne de l'irrationalité des investisseurs. Cette irrationalité avait été gommée durant les décennies précédant la crise par l'hypothèse de forte efficacité des marchés.

Finalement, la crise financière et la crise des dettes souveraines au sein de l'Union monétaire ont sorti Keynes du placard où les monétaristes et les thèses de l'économie dite de l'offre l'avaient enfermé. En 2017, il est encore « écouté » et certaines de ses théories se caractérisent par leur modernité.

Pour aller plus loin

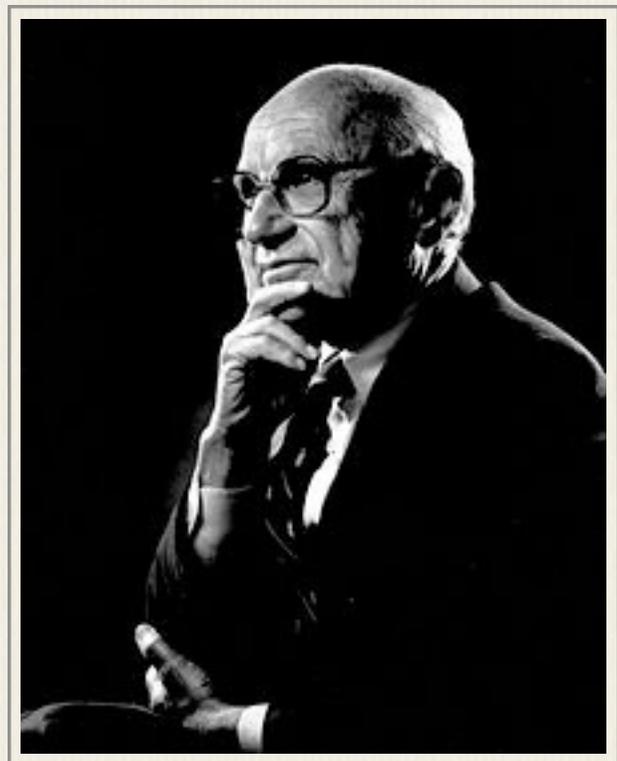
- [Qu'est-ce que l'illusion monétaire ?](#)
- [Qu'est-ce que l'illusion et l'érosion monétaire et autres mots de l'économie ?](#)



Milton Friedman

L'école de Chicago et le courant monétariste

Milton Friedman, dont la famille est d'origine hongroise, est né aux Etats-Unis en 1912 et y est décédé en 2006. Ardent défenseur du libéralisme, ses théories s'opposent à celles de Keynes. Fondateur de la célèbre Ecole de Chicago (devenue la Chicago Booth School of Business), il a également lancé le courant monétariste. Dans ses théories, il s'oppose aux idées de Keynes sur la fonction de consommation et promeut la notion de taux de chômage naturel. Il y a un niveau de chômage en-dessous duquel une économie ne peut pas descendre.



Source Wikipédia

Il est le chantre de l'économie de marché. Selon lui, les politiques de relance prônées par Keynes n'ont pas de sens et risquent de provoquer une montée de l'inflation. Pour les monétaristes, il faut avant toute chose lutter contre l'inflation. Il propose ainsi un taux de croissance constant de la masse monétaire. Il estime également que le contrôle des prix fausse leur fixation selon le principe de l'offre et de la demande. Il porte un regard très critique sur les mesures prises par les autorités durant la grande dépression. Selon lui, il aurait fallu augmenté l'offre de monnaie plutôt que la réduire. En 1956, il publie « *Etudes sur la théorie quantitative de la monnaie* » et en 1962 « *Capitalisme et liberté* » dans lequel il défend le modèle capitaliste.

Friedman est néo-libéral. Non seulement il déclare l'Etat impuissant à lutter contre les creux conjoncturels mais en plus, il affirme que moins il y a d'Etat,

mieux l'économie se porte. Il prône les privatisations, les baisses d'impôts, la dérégulation et est contre l'action discrétionnaire des banques centrales. Mais Friedman peut aussi nous surprendre en étant favorable au revenu universel, à l'abolition du service militaire obligatoire ou encore en s'attaquant à certaines situations monopolistiques ou aux jugements moraux en économie. Il estime aussi que le libéralisme économique peut permettre d'atteindre une libéralisation politique, argument qu'il utilisa pour justifier sa collaboration avec le dictateur Pinochet au Chili.

Milton Friedman recevra le prix Nobel d'économie en 1976. Il exercera une forte influence sur les politiques économiques et monétaires de nombreux pays dans les années 80. Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont ainsi été des adeptes du monétarisme et ont suivi des politiques très libérales.

Que reste-t-il de l'héritage de Milton Friedman aujourd'hui ?

Friedman reste une référence dans les cours d'économie et de théorie financière en 2017. Mais comment sa marque s'est-elle imprimée dans l'économie du XXI^{ème} siècle ? On peut décliner son impact dans la sphère économique en trois points.

Premièrement, il faut reconnaître que Friedman a fait une analyse ex-post de la crise de 1929 qui est assez convaincante. Cependant, son approche quantitative de la monnaie s'avère aujourd'hui un peu simpliste et réductrice.

Ensuite, Friedman a énoncé la théorie qui lie la consommation au revenu permanent. Cette théorie avance que les consommateurs ne consomment pas en fonction de leur revenu actuel mais bien en fonction de leur revenu futur, de leur prévision concernant l'ensemble de leurs revenus sur l'ensemble de leur vie. Dès lors, il n'y a pas lieu, selon cet économiste, de faire de relance budgétaire en cas de récession puisque les consommateurs ne changeront pas de comportement. Il s'oppose en cela à Keynes.

En troisième lieu, en matière de politique de stabilisation économique, Friedman critique sévèrement l'activisme étatique prôné par Keynes. L'Etat ne doit pas intervenir lors des creux conjoncturels. Non seulement la consommation y est peu

sensible mais en plus les interventions de l'Etat mettent tellement de temps à produire leurs effets qu'elles arrivent trop tard, quand l'économie a redémarré et cela met de l'huile sur le feu en provoquant un effet contraire à l'effet escompté au départ. Friedman estime également qu'il y a un taux naturel de chômage en-dessous duquel on ne peut descendre par de l'activisme budgétaire ou monétaire. Pour lui, pour réduire le chômage, il faut réformer le marché du travail, en diminuant le salaire minimum, en réduisant le pouvoir des syndicats ou en luttant contre les concentrations de pouvoir des entreprises.

Ces théories sont-elles pertinentes aujourd'hui ? Pas vraiment. On a vu avec la crise de 2008, que les gouvernements ont pu contribuer à stabiliser l'activité économique. Mais si Milton Friedman a largement contribué à influencer les politiques économiques des années 80-90, aujourd'hui, il subit un retour de balancier. Après la crise de 2008, on a pu constater les excès de la dérégulation et l'on rit des théories de Friedman ou plutôt on pleure sur leurs effets. C'est une autre vision du rôle de Etat dans l'économie qui émerge aujourd'hui. Désormais, il semble préférable d'insister sur une intervention de l'Etat dans la sphère économique mais pour autant que cette intervention soit efficace. Friedman n'a donc plus le succès qu'on lui connaissait et ses idées semblent, à bien des égards, dépassées par les événements récents et par les dégâts que la dérégulation a produits.

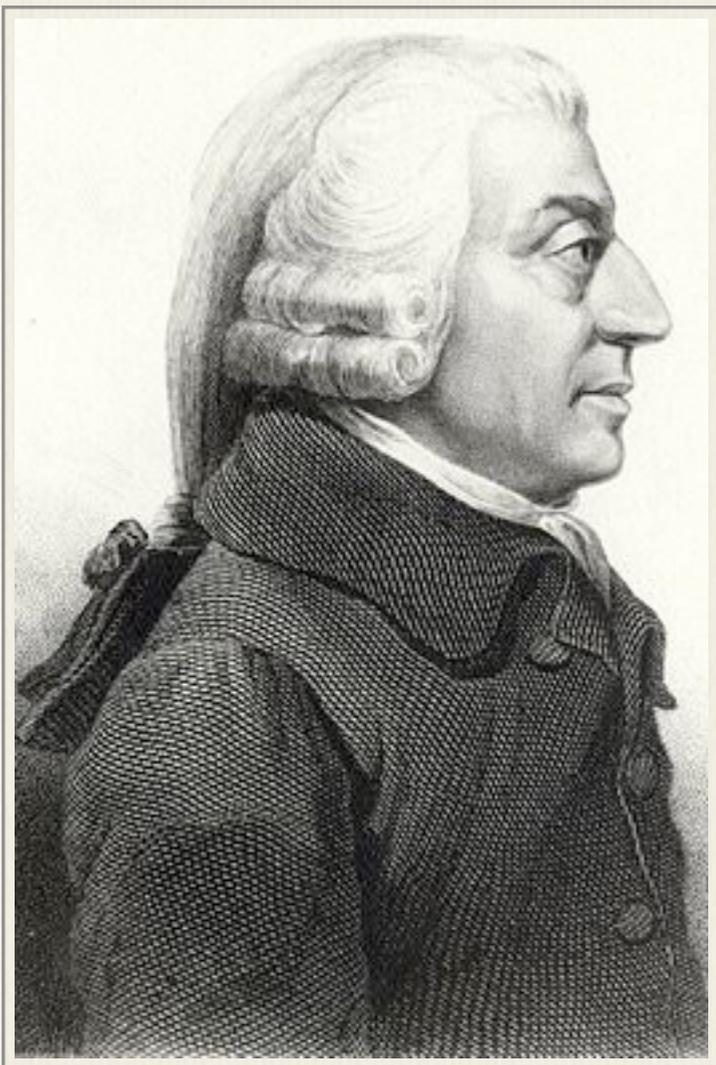
Pour aller plus loin

- [Quels enseignements pouvons-nous retirer de la crise ?](#)
- [Pourquoi les économistes ne sont-ils pas infailibles ?](#)
- [La parole des experts est-elle écoutée ?](#)



Adam Smith

La main invisible



Source Wikipédia

Né en 1723, Adam Smith est philosophe de formation. Il a surtout structuré une série d'idées existantes développées par des philosophes comme John Locke et David Hume. On lui doit le concept de la main invisible. Dans son livre « *La richesse des nations* », il pose le travail comme étant la principale richesse des nations et réduit l'or et la monnaie à des instruments d'échange plutôt qu'à des valeurs de richesse. La valeur d'un bien dépend donc du temps de travail qui a été nécessaire pour le produire.

Il y a aussi, chez cet économiste, l'idée de la division du travail et les effets dommageables des excès de celle-ci sur les ouvriers même si division du travail favorise les échanges. Il

vante alors les mérites du commerce international dans cette conception : « *ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui coûtera moins à acheter qu'à faire* ». Il est donc un farouche adversaire du protectionnisme.

Mais ce que l'on retiendra principalement de cet économiste, c'est la notion de la main invisible qui implique que les marchés s'autorégulent grâce aux actions coordonnées et complémentaires de ses acteurs. Les intérêts individuels qui se confrontent mènent ainsi à la concurrence et à l'harmonie sociale. Selon cet économiste, c'est la confrontation de tous les intérêts personnels qui mène à la réalisation de l'intérêt général et à une meilleure organisation économique. La main invi-

sible gère à la fois les prix, les quantités produites et les revenus. Cependant, ayant été témoin de l'éclatement d'une bulle financière à Edimbourg, Adam Smith a émis des réserves en spécifiant que la main invisible ne pouvait pas s'étendre à la sphère des marchés financiers.

Mais il ne faudrait pas réduire la pensée de cet économiste à ce seul concept. En effet, à la lumière de ses écrits et de son époque, la lecture de la main invisible devrait sans doute se concevoir autrement. « *Dans l'esprit de Smith, la « main invisible » n'explique rien et traduit au contraire le défaut de philosophie, le manque d'explication. (...) Dans la pensée de ce dernier, c'est précisément quand l'explication scientifique fait défaut, et lorsqu'on ne dispose ni de "théorème" ni de "principe" pour expliquer les choses, qu'on évoque une main invisible. (...). Il s'agit là sans aucun doute du plus célèbre des lieux communs attribués à Smith, qui, à force d'être répété, est parvenu à échapper à toute discussion ou examen sérieux. En réalité, il est aisé de constater qu'une telle interprétation tient de l'extrapolation voire de l'abus de langage, plutôt que d'une analyse rigoureuse des textes* », souligne Jean Dellemotte, Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Si Adam Smith a parlé de main invisible, c'est en sachant que nous avons deux mains ... et donc qu'aux bienfaits de l'action non coordonnée des individus il faut ajouter les bienfaits d'une action coordonnée. Il reconnaît ainsi que le marché ne peut, à lui seul, prendre en charge toutes les fonctions dans une société et que le rôle de l'Etat est encore indispensable dans certains domaines comme l'infrastructure ou l'éducation. Il prône ainsi la mise en place d'un système éducatif pris en charge par l'Etat. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, Adam Smith n'est donc pas un partisan du libre-échange pur et dur.

Relevons encore qu'Adam Smith a une haute élévation morale. Il a d'ailleurs écrit, avec « *La richesse des nations* », sa « *Théorie des sentiments moraux* », où il pose un homme qui n'a pas à être conduit par l'intérêt personnel. A noter aussi que les théories de cet économiste reposent sur une analyse de la société de son époque : une société essentiellement artisanale.

Que reste-t-il de l'héritage d'Adam Smith aujourd'hui ?

Les théories d'Adam Smith ont souvent été, à tort, érigées sous forme de lois naturelles. Or, rien n'est immuable et nous avons un levier d'action sur les éléments.

Ce que nous pouvons aussi observer aujourd'hui c'est que l'économie n'est pas un gâteau que l'on se partage mais c'est un moteur dynamique. Ce que l'un gagne ne se fait pas nécessairement au détriment d'un autre. Si le boulanger fabrique du bon pain et s'enrichit, son voisin ne va pas s'appauvrir.

Adam Smith note que l'homme est essentiellement animé par son intérêt personnel. C'est une vision ambiguë qui amène une certaine critique. Il s'avère que si l'humanité a pu se développer et progresser c'est grâce à la coopération entre les différents acteurs.

En ce qui concerne les échanges, il est évident que l'homme a intérêt à parler et à échanger avec l'autre. Alors qu'aujourd'hui certains discours laissent à penser que l'on aurait beaucoup à gagner en fermant les frontières, il s'avère qu'il n'y a pas que des avantages à cette forme de protectionnisme.

Quant à la division du travail et à l'abrutissement que peut provoquer la répétition de certaines tâches, on constate encore aujourd'hui que le travail fragmenté génère des externalités négatives. Ne pourrait-on imaginer de pénaliser l'entreprise qui génère un abrutissement et de délivrer des primes à celle qui favorise l'épanouissement des travailleurs ?

On a souvent abusé de la notion de main invisible. Les théories d'Adam Smith et les interprétations qu'on en a faites nous invitent à dire qu'il faut se méfier de penser qu'il y a des lois fixes en économie. L'économie doit se concevoir de façon globale. L'entreprise est inscrite dans la société et nous avons tous un pouvoir d'action sur son évolution.

Pour aller plus loin

- [L'économie n'est pas un gâteau mais un carrefour](#)
- [Les marchés financiers ont-ils quelque chose à gagner d'une victoire électorale des populistes ?](#)
- [Vers la fin du libre-échange pour sauver nos économies ?](#)



David Ricardo

La notion des avantages comparatifs



Painting by Thomas Phillips Source Wikipédia

David Ricardo est né en 1772. Cet économiste autodidacte était agent de change à Londres. Devenu suffisamment riche, il a pu mettre sa fortune au service de son indépendance d'esprit en se consacrant uniquement à ses théories économiques. Libéral, défenseur du libre-échange, il a publié une œuvre maîtresse remaniée à plusieurs reprises : « *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* ».

Parmi les principales idées qu'il y développe, relevons celle relative à la valeur. Pour Ricardo la valeur d'un bien n'est pas fonction de son utilité mais plutôt de sa rareté et du travail qu'il a fallu fournir pour le produire. A ti-

tre d'exemple, l'eau ou le pain sont plus utiles qu'un diamant. Or, un diamant vaut plus qu'un litre d'eau ou qu'un pain car il est plus rare. C'est un des grands principes économiques qu'il énonce ici. C'est aussi le coût de production, c'est-à-dire la quantité mais surtout la qualité (intensité et savoir-faire) du travail qui a été nécessaire à la fabrication d'un produit qui en définira la valeur.

Mais ce que l'on retient essentiellement de cet économiste, c'est la notion des avantages comparatifs. S'il est plus facile de produire du vin au Portugal et du lin en Angleterre, mieux vaut que chaque pays se spécialise. Cet économiste est dès lors partisan du libre-échange et du commerce international qui devrait permettre d'offrir sur le marché des biens produits ailleurs à moindre prix.

Il classe la population en trois groupes : les propriétaires fonciers, les capitalistes et les travailleurs. Ricardo estime que l'impôt sur la production touche les producteurs qui, en raison de la hausse des impôts, pourraient préférer arrêter de produire et changer de métier. De ce fait, l'offre diminuerait et les prix des biens partiraient à la hausse. L'impôt sur les salaires favorise, quant à lui, la diminution des moyens de subsistance et l'impôt sur les marchandises provoque une hausse de leurs prix. Pour Ricardo, le meilleur impôt est donc celui sur la rente.

D'un point de vue monétaire, cet économiste défend la notion de l'étalon-or : pour éviter l'émission excessive des billets de banque qui est source d'inflation, il conseille de limiter l'émission de monnaie au stock d'or disponible. Il s'interroge aussi sur le moment où la terre ne produira plus suffisamment de nourriture pour faire face au développement démographique.

Que reste-t-il de l'héritage de David Ricardo aujourd'hui ?

Aujourd'hui, dans les débats économiques, si le nom de Ricardo revient, c'est principalement pour deux choses : la notion des avantages comparatifs en matière de commerce international et l'équivalence ricardienne en matière de politique budgétaire.

Avec les avantages comparatifs, Ricardo montre que même le pays qui excelle dans tous les domaines a intérêt à commercer avec un pays en tout point moins productif, et que les deux pays y gagneront. On a donc cette dimension fondamentale d'une économie comme un gâteau dont la taille peut grandir, avec des échanges win-win. Penser win-win est cependant contre-intuitif. « *Si mon concurrent remporte un marché, c'est un marché que je perds* », c'est avec un tel raisonnement que Donald Trump aborde les relations internationales, aux antipodes de Ricardo. En effet, l'enrichissement de mon voisin ne signifie pas mon appauvrissement.

Cependant, il faut reconnaître que les gains du commerce international doivent être analysés à la lumière des hypothèses restrictives de Ricardo, reflet de la société de son temps : une société essentiellement agricole, sans délocalisations ni migrations des travailleurs. Les limites de la théorie de Ricardo sont aujourd'hui plus tangibles. Le dumping social et le coût environnemental liés au commerce internatio-

nal doivent être intégrés à l'analyse, de même que si l'échange entre pays reste win-win au total, il peut engendrer des perdants au sein de ces pays.

L'équivalence ricardienne est une notion à peine effleurée par Ricardo mais dont la paternité lui est attribuée. Selon cet argument, l'Etat est impuissant à relancer l'activité économique par une politique budgétaire expansionniste. En effet, si l'Etat annonce une baisse d'impôts ou une augmentation des dépenses publiques, les agents économiques vont anticiper que, suite à cette politique, ce même Etat devra ultérieurement relever les impôts ou couper dans les dépenses, de telle sorte qu'ils vont simplement thésauriser de quoi faire face à ce resserrement futur attendu. Au total, quand l'Etat creuse son déficit, le reste de l'économie gonfle son épargne. Mais dans la vraie vie, on est loin d'observer une telle hyper-rationalité : les ménages réagissent dans l'immédiateté, et si la pression fiscale baisse, ils consomment davantage.

Il y a encore une autre idée d'actualité chez Ricardo, à savoir le fait qu'au lieu de taxer les travailleurs et les entrepreneurs il faudrait taxer la rente, qui, chez Ricardo, est la rente foncière des terres plus productives. Cette notion de rente se retrouve dans l'analyse actuelle d'un Joseph Stiglitz qui dénonce le manque de concurrence et l'importance des rentes de situation dans des économies pourtant dites concurrentielles. La question de la taxation des rentes foncières de Ricardo devient alors celle de la taxation des plus-values.

Il arrive que Ricardo soit présenté encore sous un autre jour : celui de l'homme d'affaires qui, fortune faite, choisit de se retirer des affaires pour étudier l'économie. L'image est alors celle du patrimoine qui, s'il asservit souvent, permet aussi parfois l'indépendance.

Pour aller plus loin

- [Le Tax shift reste inabouti](#)
- [Vivons riches vivons cachés](#)
- [Les visions de Donald Trump sont-elles réalistes ?](#)



Thomas Malthus

Contrôler la croissance de la population

Thomas Malthus est né en 1766 et était pasteur anglican. Il a été confronté à la misère et à la détresse des pauvres dans la commune dont il avait la charge. Son premier livre est intitulé « *La crise* » : l'occasion d'une mise en perspective qui nous démontre à quel point cette notion de crise ne date pas d'hier.



Source Wikipédia

Dans l'histoire économique, Malthus a donné son nom à la doctrine du « malthusianisme » visant à réguler et contrôler la croissance de la population. Thomas Malthus a rédigé son « *Essai sur le principe des populations* » dans lequel, avec une bonne dose de pessimisme, il prédit une catastrophe démographique. Il démontre que la population augmente de façon exponentielle (1, 2, 4, 8, 16, ...) alors que les ressources alimentaires augmentent de façon arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, ...). Sur cette base pessimiste, il prédit que les ressources naturelles ne seront pas suffisantes pour nourrir une population de plus en plus importante. Il ne faut cependant pas prendre cette théorie au pied de la lettre d'un point de vue mathématique mais il y a lieu de la considérer plutôt d'un point de vue économique en soulignant l'idée de l'épuisement des ressources naturelles. Nous sommes donc très loin ici des thèses plus enthousiasmantes d'Adam Smith.

Craignant une augmentation de la pauvreté, Malthus a parfois émis des propos étonnants en refusant, par exemple, l'assistance sociale aux démunis. Il préconise

ainsi de réguler la croissance démographique par différents moyens. Il veut favoriser la contrainte morale pour encourager les couples sans enfants et condamne la conception hors mariage. La solution à la croissance démographique face à des ressources limitées peut donc venir d'un changement dans le comportement des hommes qui aboutirait à une baisse du taux de natalité. Une autre façon de régler ce problème serait d'améliorer les conditions de production des moyens de subsistance. Il a également proposé d'instaurer un impôt sur les enfants selon leur taille et leur poids ou de donner des cadeaux aux couples sans enfants. Ses théories ont cependant été contestées essentiellement dans la méthodologie utilisée.

Que reste-t-il de l'héritage de Thomas Malthus aujourd'hui ?

Les théories de Malthus ont fait des émules jusqu'au XX^{ème} siècle. On a ainsi vu des politiques malthusiennes en Chine où les régulations des naissances ont été drastiques entre 1979 et 2015 avec la politique de l'enfant unique qui instaure une limitation d'un enfant par famille. En Inde, dans les années 60, les pères de famille qui acceptaient de se faire stériliser recevaient un poste à transistors.

Cependant les théories de Malthus ne se sont pas (encore) concrétisées en raison de plusieurs phénomènes. Nous avons connu une révolution verte qui a permis d'accroître les rendements des terres agricoles et une révolution industrielle qui a permis une amélioration et une augmentation de l'utilisation des ressources. On a assisté à une baisse de la natalité dans les pays qui se sont enrichis. Dans ces pays, on constate une diminution de la fécondité naturelle qui pourrait être due à des phénomènes environnementaux et de la fécondité « non naturelle » en raison de l'utilisation grandissante des moyens contraceptifs. Cette baisse de natalité est d'ailleurs inquiétante dans la mesure où elle s'accompagne d'un vieillissement de la population. Un pays comme la Chine se trouve désormais confronté de façon assez aigüe à cette problématique : il pourrait devenir vieux avant de connaître la richesse. Au XXI^{ème} siècle, les thèses de Malthus ne se révèlent pas pertinentes, principalement en Europe. Nous connaissons une transition démographique qui implique que la moitié de l'humanité est déjà en-dessous du seuil de remplacement. Le progrès technique, l'exploitation de nouvelles ressources et l'augmenta-

tion du recours aux moyens contraceptifs ont ainsi mis à mal les théories de Malthus.

Au XXI^{ème} siècle, les thèses de Malthus sont essentiellement associées à la limitation des ressources naturelles. On pourrait attribuer à cet économiste du début du XIX^{ème} siècle la paternité de la thèse de la décroissance. Cette thèse estime que nous ne pouvons pas vivre avec une croissance constante et illimitée du PIB dans un monde dont les ressources sont limitées. Aujourd'hui, nous assistons à travers le monde à un ralentissement de la progression démographique et à une diminution de la croissance. Nous ne devons pas compter sur la croissance pour résoudre tous les problèmes économiques.

Cependant, on peut penser que la croissance de l'économie pourrait néanmoins se poursuivre grâce à un meilleur usage des ressources disponibles. Malthus nous invite à nous interroger sur la limite des ressources et sur ses conséquences quant à la manière de nous organiser. Toute croissance n'est pas nécessairement consommatrice de ressources : par exemple, avoir plus de spectateurs dans un cinéma n'exige pas de déployer plus de ressources. Finalement, ce qui compte, ce n'est pas tant la croissance mais plutôt le niveau de bien-être. Produire autant en travaillant 5% de moins correspond d'un point de vue de performance économique à la même chose que produire 5% de plus en travaillant le même nombre d'heures.

Aujourd'hui, les questions que nous pose Malthus sont les suivantes : a-t-on atteint les limites de la croissance et comment pourrait-on mieux utiliser les ressources dont nous disposons ?

Pour aller plus loin

- [Le taux de pauvreté sous-estime les difficultés économiques des Belges](#)
- [Pouvoir d'achat : Pour la création d'un indice de protection sociale](#)
- [Davantage de Tanguy et de personnes seules âgées en Belgique](#)
- [Le coût de la solitude](#)



Joseph Schumpeter

La destruction créatrice

Joseph Schumpeter est un économiste autrichien né en 1883. Naturalisé Américain, il décide aux Etats-Unis en 1950. Schumpeter est un économiste inclassable : il ne se raccroche pas aux théories de Keynes pas plus qu'à celles de l'économie néo-classique mais il a développé des théories basées sur l'évolution et les changements économiques. Certains n'hésitent pas à le qualifier d'économiste « anticonformiste ». Ardent promoteur de l'entrepreneuriat, il développera la théorie de la destruction créatrice.



Source Wikipédia

Pour Schumpeter, l'innovation et le progrès technique sont les principaux ressorts des progrès économiques. Avec la technologie qui ne cesse d'évoluer, des pans entiers de l'économie sont voués à disparaître et à être remplacés par de nouvelles opportunités de développements.

Selon cet économiste, les innovations apparaissent par groupes, par grappes. Lorsqu'une innovation de rupture apparaît (Internet, digitale, biotechnologie,...), elle est suivie par un essaim d'autres inventions qui lui sont liées. De nouveaux cycles industriels sont alors enclenchés provoquant une hausse de la demande d'emplois. Mais ces innovations chassent les entreprises qui sont dépassées, obsolètes et qui doivent alors fermer et licencier. Il en résulte une destruction d'emplois dans ces pans de l'économie qui sont mis sous pression par les innovations. Dans cette théorie, l'entrepreneur est au centre du système capitaliste. Il vient briser l'état sta-

tionnaire de l'économie par ses nouvelles techniques. Ces innovations doivent cependant vaincre les résistances pour pouvoir émerger. La croissance est alors conçue comme un mouvement perpétuel de création, destruction et restructuration.

Cependant, ces innovations aboutissent souvent à la création de situations monopolistiques qui ne sont pas décriées par Schumpeter. Selon lui, ces monopoles issus de l'innovation sont nécessaires à la bonne marche de l'économie. Les innovations ont par ailleurs des externalités positives car elles provoquent un effet d'entraînement dans l'économie en général. De plus, ces monopoles ne durent pas car le jeu de la concurrence finit par banaliser les nouveautés.

S'il fallait retenir une phrase pour caractériser l'économiste Schumpeter ce serait : « *L'innovation est à la fois source de croissance et facteur de crise : c'est la destruction créatrice* ».

Que reste-t-il de l'héritage de Joseph Schumpeter aujourd'hui ?

Schumpeter nous a laissé de nombreux enseignements. Le premier est de ne pas s'accrocher à maintenir à tout prix une entreprise qui est en difficulté et d'accepter la mutation du paysage économique. Les efforts entrepris pour maintenir la sidérurgie à grands renforts d'argent public au lieu d'investir dans une reconversion intelligente montrent à quel point nous n'avons pas tenu compte de cet enseignement.

Ensuite, cet économiste attire notre attention aujourd'hui sur le fait qu'il faut accepter les cycles économiques. On peut penser que les banques centrales et les budgets publics doivent lisser la conjoncture mais il faut aussi accepter qu'il y ait une alternance entre des périodes de croissance et de décroissance car les innovations se font par grappes. Il ne faut donc pas abuser à outrance des politiques qui visent la stabilité économique. Schumpeter est aussi très moderne dans sa conception de la disruption. Cela le distingue des économistes classiques. On voit aujourd'hui à quel point il avait raison avec notamment l'émergence des FinTechs qui viennent briser un équilibre dans le secteur financier. Cet économiste visionnaire et anticonformiste insiste sur le fait que l'augmentation du bien-être dans une société vient avant tout des entrepreneurs et pas de l'Etat. Il oppose l'entrepreneur au

manager et à l'actionnaire rentier. Le manager est un gestionnaire qui pense à sa carrière. L'actionnaire pense plus à ses revenus qu'à prendre des risques.

Schumpeter nous rappelle à l'ordre : ce qui motive essentiellement les entrepreneurs c'est l'envie d'être créatif plutôt que le seul appât du gain. On constate d'ailleurs qu'aujourd'hui, la plupart des FinTechs ne sont pas encore rentables. Schumpeter invite les sociétés à innover alors qu'aujourd'hui les grandes entreprises ont plutôt peur des innovations. Les situations de monopole ne le dérangent pas, pour autant qu'elles n'empêchent pas d'autres entreprises de venir contester ce monopole. S'il vivait encore, il serait sans doute navré de voir à quel point la concurrence est freinée par la défense de la propriété intellectuelle, par les régulations qui rendent difficilement contestables les acteurs dominants.

Ce penseur prône une vision multidisciplinaire et englobante de l'économie. Il avait prédit que la concentration du capital allait engendrer la création de grandes entreprises dominées par des managers, des bureaucrates non-crétatifs et que des rentes de situation allaient voir le jour. Cet économiste inclassable nous met en garde : le capitalisme risque de mourir et c'est l'esprit d'entreprise qui pourra le sauver.

Pour aller plus loin

- [Penser à long terme pour ne pas rater notre futur](#)
- [Et si on apprenait à penser](#)
- [FinTechs un défi pour le secteur financier belge](#)
- [A quoi ressemblera votre banque demain ?](#)
- [Créativité et innovation au rendez-vous pour l'anniversaire de MoneyStore](#)

Annexes

Pour ceux qui veulent en savoir plus sur les évolutions économiques récentes, nous vous invitons à consulter

- [Les travaux de l'Economic Prospective Club](#)
- [Le Club des Sages](#)
- A entrer vos requêtes dans le moteur de recherche sur [MoneyStore](#)
- [Nous contacter](#) pour toute demande

Copyright Moneystore.be 2017

Photo de couverture : Pexels



Le blog de votre argent, de vos placements, de votre retraite



Accueil Table des articles FAQ Gestion Marchés Actions Placements responsables Investir Fiscalité Fenêtre sur le monde
Transmission Perspectives Assurances Placements Billet d'humeur Economic Prospective Club Dico A propos Contact Liens



Isabelle de Laminne est diplômée en économie de l'Université Catholique de Louvain (UCL). Après avoir exercé des fonctions dans le secteur bancaire durant 10 ans, elle est chroniqueuse pour la Libre Belgique. Ses domaines de prédilection sont l'économie, la finance, les placements, l'investissement socialement responsable, l'éducation financière, la gouvernance d'entreprise, les FinTechs,...

Isabelle de Laminne est aussi l'initiatrice et la responsable du blog d'éducation financière MoneyStore lancé en 2011. Elle a également initié un groupe de réflexion regroupant des économistes de premier plan : l'Economic Prospective Club. Elle est membre du conseil d'administration de la Société Royale d'Economie Politique de Belgique et de Fintech Belgium.

Juillet 2017



Etienne de Callatay est diplômé en économie de l'Université de Namur et de la London School of Economics. Il est également senior fellow de l'Initerra Institute et chargé de cours invité à l'Université de Namur. Président de la Société Royale d'Economie politique de Belgique et du Centre d'Etude et de Recherche universitaire de Namur, il a travaillé à la Banque nationale de Belgique (1987-1992), au Fonds Monétaire International (1992-1996). Il a été chef de cabinet adjoint du Premier Ministre (1996-1999) et chef de cabinet du Ministre des Finances (1999). Ancien membre du Comité de Direction et *chief economist* de la Banque Degroof, il est aujourd'hui Président d'Orcadia Asset Management.